Le contexte de ces élections a fortement changé par rapport aux élections précédentes, avec notamment un corps électoral très élargi et un mode de scrutin à prime majoritaire au CA. Il en a résulté que le scrutin fut très politique… jusqu'à la caricature. La disparition du panachage - les électeurs l'ont bien compris comme en témoigne le très faible nombre de bulletins nuls - comme la prime majoritaire au CA ont permis d'avoir un vote sur des projets. Mais le débat a aussi donné lieu à des accusations, rumeurs, exagération des positions, exacerbations des peurs, dans un spectacle que nous fournissent généralement les élections d'une autre nature.

Les ressorts des votes entre les deux listes principales semblent relever de clivages de différentes natures, non traduits dans les programmes. Ces clivages ont aussi traversé, dès avant les élections, nos syndicats – le SNCS choisissant de soutenir au CA une des 2 listes non syndicales - et nos syndiqués. Le clivage enseignement/recherche, en terme de priorité non explicitée le plus souvent, est le plus grave. Il traduit essentiellement les peurs les plus diverses suscitées par l'évolution de notre système d'Enseignement Supérieur et de Recherche.

Les résultats, comme le processus d'élaboration de la stratégie syndicale avant les élections, confirment le délitement du lien syndical, non seulement entre les électeurs et le syndicat, mais d'abord entre les syndiqués et le syndicat. Ainsi on constate qu'une appartenance disciplinaire, à une composante ou à une équipe de gestion, prime sur l'appartenance syndicale. On retrouve ce détachement dans l'absence de réactions, empathiques ou vindicatives, à la suite des résultats. Ainsi, malgré une position collective élaborée démocratiquement dans les 3 sections SNESup, des collègues syndiqués ont préféré se présenter sur d'autres listes. Non seulement notre message n'était pas simple à défendre, malgré la qualité de nos propositions, mais une telle attitude l'a encore brouillé. Certains de nos adversaires sont allés jusqu'à faire courir le bruit qu'il s'agissait d'une stratégie.

Lors de notre prise de position, début mars, nous n'imaginions pas une défaite aussi lourde. On pouvait, sans croire à une victoire, espérer un résultat comparable au CS et au CEVU à ceux des élections précédentes. Aujourd'hui, seuls 3 élus défendront les propositions que nous avons faites dans la campagne. Cela fait peu pour résister au chantage que fait et fera le Ministère à l'application des points les plus néfastes de la LRU. Comment interpréter autrement le communiqué enthousiaste du Président annonçant l'engagement des 3 présidents d'université vers la future Université unique de Montpellier lors d'une réunion dont on apprend au second alinéa qu'elle portait sur le plan Campus ? Des crédits contre une Université unique sous la coupe du Recteur et la bénédiction du Président de Région.

L’intervention syndicale aura donc beaucoup de difficultés à se déployer dans les Conseils de l’établissement. Il reste aux personnels à se prononcer le plus largement possible pour une présence forte de la FSU au Comité Technique Paritaire qui aura à se prononcer sur les répercussions des décisions du CA de l’UM2 sur les personnels en termes de charges et de conditions de travail.